



Déclaration liminaire

Formation Spécialisée du Comité Social d'Administration Local du 08/10/2026

Madame la présidente,

Nous ne pouvons commencer cette séance sans évoquer les périodes de fortes chaleurs et canicules que nous venons de subir. Oui subir car encore une fois rien n'a été anticipé, rien n'a été préparé. Quelles mesures sont prises pour protéger réellement les agents des finances publiques ? Dans certains départements une note est prise dès le printemps pour application immédiate dès les premières vagues de chaleurs. Nous ne pouvons que constater les limites de la référence au seul mécanisme d'alerte de météo France qui ne traduit pas la réalité dans nos bureaux. Nous savons que nos locaux ne sont pas adaptés et ne le seront peut-être jamais. Nous serons les premières victimes de la vague d'austérité gouvernementale tant batimentairement que financièrement.

Et vous auriez bien du mal à le démentir notamment car les prix à la pompe deviennent indécents au regard du niveau de vie des agents, de la stagnation de leur rémunération et de leur perte de pouvoir d'achat. Une circulaire datée du 5 mai 2026 met en œuvre des mesures temporaires d'organisation du travail et des déplacements. Celle-ci a pour objectif de réduire la consommation de carburant. Les chefs de service doivent réexaminer dans les meilleurs délais les organisations de travail afin d'identifier les possibilités d'augmentation individualisée du recours au télétravail. Une telle adaptation doit être privilégiée pour les agents dont le trajet domicile-travail se réalise impérativement en voiture personnelle, notamment du fait d'une desserte insuffisante par les transports collectifs.

La CGT Finances Publiques 86 demande que des dispositions soient prises afin que chaque agent de la DDFIP 86, dès lors qu'il en fera la demande, puissent bénéficier de jours de télétravail supplémentaires et exceptionnels. A ce jour, certains chefs de service se réfugient derrière le fait que la DDFIP 86 n'a pas pris de position officielle pour refuser d'octroyer juste un jour de télétravail supplémentaire pour palier au prix exorbitant de l'essence.

Mais nous savons compter sur les référents en santé mentale pour soutenir les agents à la fois face aux problèmes pécuniaires bien propre à notre engeance et face à la surcharge de travail ! Tout comme nous savons compter sur notre médecin de prévention/travail de la Vienne ! (sans remettre en cause le travail du Dr Carminade ne peut pas absorber toute la charge de notre département).

Revenons aussi sur le fait marquant de cet été : la cyberattaque massive révélée par la presse, le 13 août, avec trois vols distincts de données (particuliers, cadastre, successions vacantes).

Aujourd'hui le sentiment qui domine chez de nombreux agents de la DGFIP est un sentiment de honte. La honte de voir une administration qui exige de ses agents rigueur, sécurité, confidentialité et exemplarité, alors qu'elle semble incapable de s'appliquer à elle-même ces mêmes exigences. Depuis plusieurs années, les agents alertent sur la multiplication des piratages, failles de sécurité, données exposées, dysfonctionnements informatiques, erreurs dans les applications et anomalies fiscales (OCAPI, GMBI, Helios, FICOPA...). À chaque fois, les agents sont en première ligne : ils doivent répondre aux usagers, expliquer des situations incompréhensibles, corriger les erreurs et gérer les conséquences de décisions qu'ils n'ont pas prises. Et, pendant ce temps, crânement, systématiquement, avec redondance, la Direction Générale continue de parler de modernisation, de performance, de dématérialisation et de qualité de service dont elle se gausse dans les médias.

Pour la CGT Finances publiques 86, il n'y a pas de solution magique, il faut des moyens et notamment des moyens humains. Quant aux moyens budgétaires pour développer la sécurité informatique, ils sont actuellement largement insuffisants. On sait très bien que le risque zéro n'existe pas. Mais on ne passera pas sous silence tous les choix budgétaires et politiques d'austérité, d'affaiblissement et de déstabilisation de nos services.

Si former les agents et rappeler les règles de vigilance est nécessaire, la cybersécurité ne peut pas reposer sur leurs seuls bras.

Aujourd'hui le dialogue social est au point mort à la DDFIP 86. Le CSAL du 10 septembre a été purement et simplement annulé, silence radio sur la bilatérale de rentrée, les futurs déménagements de la Direction, des SGC Poitiers et Poitiers extérieur. La visite de la direction accompagnée d'un architecte de Nantes et d'un membre de la DG sur le site de Slovénie a été faite en catimini sans avertir les agents. Quel mépris !! Dans la Vienne tout est fait en secret, de manière cachée. Les agents font le même constat que les organisations syndicales. Il suffit d'observer la perte de 10 points, dans l'observatoire interne 2026, de la Direction dans la Vienne comme source d'information sur les évolutions à la DGFIP.

La CGT Finances Publique 86 ne s'y résout pas et demande à être associée en amont, avec les autres OS à toutes les démarches de travaux et des déménagements. Nous demandons un planning des travaux nous permettant ainsi d'évaluer les conditions de travail de nos collègues durant ces périodes qui peuvent être bruyantes, poussiéreuses ...

Par ailleurs, la plupart des dossiers ne sont plus soumis au vote des représentants des personnels. Le nombre pléthorique des points à l'ordre du jour ne permet aucun travail sérieux.

Quelles que soient nos interventions, la Direction ne fait évoluer aucun point. Nous sommes face à une machine qui déroule obstinément ses éléments de langage pour ne pas avoir à prendre en compte nos réalités. Cela ressort dans l'observatoire interne car la Vienne peut y être qualifiée de mauvaise élève dans de nombreux items !

20 collègues ont mis fin à leurs jours en 2025, soit un taux de suicide deux fois supérieur au taux moyen au sein de la population active. La situation ne sera malheureusement pas bien meilleure pour 2026. Pour quelle réponse, au-delà d'un plan « premiers secours » et de pseudo-réunion « d'espace de discussion sur le travail » ?

Le NRP1 sur les structures n'est même pas terminé que le NRP2 sur les missions est engagé, associé à des reculs en matière de règles de gestion, et toujours des suppressions d'emplois. C'est davantage d'instabilité et d'industrialisation des process de travail, de difficultés dans l'articulation vie professionnelle-vie privée. C'est irresponsable !

Et comme chaque année, vous nous présenterez les résultats de l'Observatoire interne, en ne retenant que certains indicateurs bien ciblés et de nature à vous reconforter. Pourtant, derrière les éléments de langage et les communications rassurantes, les résultats 2026 dressent un constat sans appel : l'inquiétude et le désabusement des agents de la DDFIP, caractérisés par d'importantes concentrations et restructurations de missions et de services, sont plus marqués que dans le reste de la fonction publique d'État. Les situations désespérées s'accroissent fortement. Elles appellent une action immédiate, transparente, forte et concrète pour dépasser le diagnostic et éviter le pire.

C'est pourquoi la CGT Finances Publiques 86 réitère sa demande sur la position de la direction sur le maintien des antennes de Loudun et de Civray.

Les agents de la DGFIP sont fiers de leur métier et de leur mission de service public. Ils n'ont pas honte de leur travail. Ce qu'ils dénoncent, ce sont des choix qui fragilisent progressivement l'administration et les conditions dans lesquelles ils doivent exercer leurs missions. En ce sens les mesures de la DGFIP nous laissent

un goût amer. Celui d'une administration dont l'intérêt prioritaire serait moins la santé des agents que la poursuite de la transformation de l'Etat voulu par les gouvernements successifs depuis 10 ans.

Ils demandent simplement de pouvoir exercer leur métier correctement, avec des outils fiables, des effectifs suffisants, des moyens adaptés et une administration à la hauteur de ses responsabilités.

Nous constatons également une perte de l'empathie de notre direction face aux grands thèmes de notre société et notamment vis-à-vis de ses agentes. Quid des actions pour Octobre rose, fini les tee-shirts roses, les marches, Vienne au féminin... La direction générale se défait sur son opérateur de protection sociale complémentaire.

Depuis une semaine, la jeunesse est vent debout et se mobilise pour obtenir de meilleures conditions d'études, des créations de postes d'enseignants, la diminution des effectifs par classe, l'abrogation de Parcoursup, des bourses pour tous...

Cette mobilisation est aussi la nôtre !

Toutes les violences sont condamnables, mais il est inacceptable que le gouvernement leur offre comme seule réponse l'envoi des forces de l'ordre et la répression !

Alors que les projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale organisent une nouvelle purge budgétaire de 54 milliards d'euros, le gouvernement poursuit la mise en œuvre d'une politique qui sacrifie l'avenir de la jeunesse et ses droits à l'éducation, à l'enseignement supérieur et à la recherche, la formation, la culture... La seule perspective qu'il leur offre, c'est celle de se préparer à la guerre, en Europe ou ailleurs. Et pourtant de l'argent, il y en a ! 211 milliards d'euros sont octroyés chaque année aux entreprises sans contrepartie, ni évaluation, ni contrôle. La fraude fiscale est estimée à plus de 80 milliards d'euros par an en France. Ce sont plus de 400 milliards d'euros qui ont d'ores et déjà été mobilisés pour militariser toujours plus la société française. Trop, c'est trop !

La CGT Finances Publiques 86 apporte son soutien plein et entier aux lycéens et aux étudiants, condamne la répression policière et les interdictions de manifestations, que le gouvernement doit faire cesser immédiatement. Elle réaffirme que, comme pour le monde du travail, les lycéens disposent du droit d'expression, de réunion, de manifestation et qu'il relève des pouvoirs publics de le garantir.

Il est temps de mettre fin aux politiques marquées par la volonté de désarmer l'Etat, de favoriser les profits sans aucune ambition en matière politique.

Il est temps de considérer la jeunesse et les fonctionnaires comme un atout et une force pour notre pays.

Il est temps de répondre à nos justes revendications.